

Burundi : Relance des préparatifs du 20ème sommet du COMESA

PANA, 14 décembre 2017 Bujumbura, Burundi - Une équipe technique est arrivée jeudi à Bujumbura pour relancer et accélérer les préparatifs du 20ème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 20 pays membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) qui avait été programmé, en octobre dernier, pour des raisons logistiques, a-t-on appris de source officielle dans la capitale burundaise. [Photo : L'équipe technique du COMESA accueillie jeudi à l'aéroport de Bujumbura par Zéphyrin Maniratunga, chef de protocole du président de la République.]

Les 20 pays membres du COMESA sont le Burundi, les Iles Comores, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Egypte, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, la Libye, Madagascar, le Malawi, l'Ile Maurice, le Rwanda, les Iles Soudan, le Soudan du Sud, le Swaziland, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Selon les chiffres, le COMESA est une région d'environ 300 millions de consommateurs potentiels, avec un Produit Intérieur Brut (PIB) de l'ordre de 90 milliards de dollars américains et 15 des pays membres qui figurent toujours parmi les moins avancés (PMA), selon les Nations Unies. Le report du Sommet, en octobre dernier, serait lié à des «malentendus» au niveau de l'organisation, a expliqué Zéphyrin Maniratunga, chargé du protocole présidentiel, au moment où il accueillait l'équipe d'inspection du COMESA. Les tractations pour la tenue du Sommet se passaient jusque récemment encore entre le secrétariat du COMESA et le ministre burundais du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme. La reprise en main de l'organisation du Sommet par le service présidentiel semble indiquer que, cette fois, le gouvernement burundais va tout mettre en œuvre pour satisfaire aux exigences du COMESA, de l'avis des observateurs à Bujumbura. Le chargé du protocole présidentiel a laissé entendre que son pays est prêt à «psychologiquement, logiquement et techniquement» à accueillir le Sommet, à «même s'il devait avoir lieu dans les prochaines semaines». Le 20 juillet dernier, une correspondance du Secrétaire général du COMESA, Sindiso Ngwenya, listait un certain nombre d'exigences que devait satisfaire le pays hôte pour se voir confier l'organisation du Sommet. L'amélioration des infrastructures d'accueil, celles de communication et de transport figurent parmi ces exigences à la tenue du Sommet au Burundi. Une nouvelle date du Sommet était à convenir avec le secrétariat général du COMESA, à condition que la partie burundaise ait, entre temps, satisfait aux exigences requises. Le Burundi n'a pas organisé d'événement de grande envergure depuis la crise politique autour des élections controversées marquées de violences qui lui a valu l'isolement sur la scène continentale et internationale. La menace de délocaliser le Sommet ailleurs, avait été ressentie comme un affront à Bujumbura où on estime généralement que la crise socio-politique relève du passé et que le pays est redevenu fréquentable. Environ 800 délégués devraient prendre part au 20ème Sommet du COMESA à Bujumbura où les responsables des différents grands États tels qu'ils étaient prêts à accueillir tout ce monde, à la date initiale du 19 octobre dernier. L'agenda du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement prévoyait une série de réunions préparatoires à partir du 9 octobre dernier, notamment au niveau des ministres des relations extérieures des pays membres du COMESA et des ministres du commerce, ainsi qu'une rencontre des Premières Dames. L'événement tient en haleine, particulièrement les opérateurs du secteur de l'habillement qui ont été épargnés par la crise de ces dernières années au Burundi, disent-ils. Les chiffres du ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme font état de 80% des hôtels ne pouvant plus honorer leurs engagements envers les clients, 36% qui ont licencié leurs employés et 47% du personnel qui ont été mis en chômage technique, toujours à cause de la crise burundaise.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});